

l'Asie du Sud-Est, est le problème le plus critique de la scène mondiale aujourd'hui. Sans aucun doute, le problème n'est pas étranger au Canada.

L'autre jour, dans la partie financière du numéro du 9 mars du *Globe and Mail*, j'ai lu que notre propre situation s'aggrave du fait que les emprunts du Canada sur le marché américain des capitaux sont de onze fois plus considérables qu'en 1965.

Il était écrit:

Suivant les compilations mensuelles de Wood, Gundy & Co. Ltd., un total de \$172,880,000 en émissions payables en argent américain a été offert à la date du 28 février par les organismes gouvernementaux et les sociétés canadiennes, comparativement à 15 millions seulement au cours des deux premiers mois de l'année écoulée.

De plus, monsieur le président, ce détail est mis en relief sur le plan international par le fait que les Dix Grands de la finance internationale ont tenu récemment en Europe d'importantes assises, où, à cause de la politique de la France, il a été très difficile de trouver une solution.

En nous basant sur les maigres nouvelles qui nous sont parvenues de ces assises, nous constatons que trois idées ont prévalu. L'une d'elles, et je crois que c'est celle du secrétaire au Trésor des États-Unis, M. Fowler, consiste à maintenir la valeur de l'or à son niveau actuel moyennant probablement quelques innovations similaires à celles que l'on nous demande de faire ici, en accroissant notre contribution au Fonds monétaire international.

• (9.20 p.m.)

Puis, il y a ceux qui croient que l'étalon-or devrait être complètement aboli et qu'une nouvelle base d'échange devrait être établie. D'autres estiment qu'on devrait conserver l'étalon-or en le modifiant. Parmi ces derniers, certains croient que la valeur de l'or, qui est demeurée la même depuis 30 ans, devrait être réduite. Il n'est pas raisonnable de penser que le prix régulier de l'or, il y a 30 ans, puisse être conservé aujourd'hui et apporter de bons résultats. Comme le coût de la vie a plus que doublé dans le monde, ces gens préconisent une révision importante de la politique relative à l'or.

Le parti du Crédit Social—je dis ceci pour le bénéfice du député d'Edmonton-Ouest qui a émis des remarques à ce sujet il y a quelque temps—est en faveur d'une mesure qui nous tirera de la situation dans laquelle nous nous trouvons et à notre avis, seule une manière totalement nouvelle d'aborder le problème des paiements internationaux pourrait le faire. Nous partageons l'avis du préopinant qui affirmait que, de même que l'on s'est débarrassé de l'étalon-or à l'échelle nationale, vers le milieu des années 30, le moment est venu de reviser la notion d'étalon-or à l'échelle

internationale également. Aussi longtemps que ceci n'aura pas été fait, nous ne pourrons éviter les crises du genre de celle que nous connaissons actuellement et pour sortir de laquelle on nous demande d'accroître notre contribution en vue d'aider à résoudre ce problème des liquidités sur le marché international.

C'est un problème très grave auquel nous avons à faire face. Il est intéressant de noter qu'avant les Accords de Bretton Woods, le premier ministre, M. Churchill, s'était engagé envers le président Roosevelt à faire tout ce qu'il pourrait pour ramener la Grande-Bretagne à l'étalon-or, dans le but de consolider la position des États-Unis. La situation qu'ils prévoyaient à ce moment s'est manifestée après la guerre. Il en résulte que nous en sommes arrivés maintenant au point où il ne fait absolument aucun doute que toute la politique des paiements internationaux est liée, en gros et en détail, à la politique du trésor des États-Unis. Je crois qu'on peut aller plus loin. Je crois qu'on peut en trouver la source dans la politique de réforme monétaire en milieu fermé que pratiquent actuellement les grands banquiers internationaux dans le monde.

J'aimerais consigner au compte rendu quelques phrases de *The New Republic*, livraison du 25 septembre 1965, en marge de ce problème. Le seul motif qui m'anime, c'est de fournir quelques renseignements de base et, lorsque ce bill sera à l'étude du comité, cela permettra peut-être de comprendre la situation critique qu'on représente par ce que le bill propose de faire en ce qui concerne la question générale des règlements internationaux. L'article s'intitule: «L'atelier fermé de la réforme monétaire» et l'auteur est Nathaniel McKitterick, un nom que nous connaissons pour la plupart. Voici le texte:

Le *Benevolent and Protective Order of Central Bankers* qui s'est réuni cette semaine à Washington...

C'était l'automne dernier, à la dernière réunion du Fonds monétaire international.

...pour la réunion annuelle du Fonds monétaire international, est aux prises avec une crise constitutionnelle majeure. L'Union des banquiers dirige le système monétaire international depuis son institution. Elle le dirige selon des règlements sévères qui n'ont été changés, essentiellement et délibérément, qu'en deux occasions et même alors, uniquement en conjonction avec deux catastrophes —la grande dépression et la deuxième guerre mondiale. Les banquiers envisagent maintenant le risque de changer les règlements avant la catastrophe —un risque qu'ils n'ont jamais couru avant aujourd'hui.

L'Union des banquiers est coïncée, parce que son autorité sur la monnaie—ou plutôt sur le maintien de la confiance en la monnaie—est menacée. Et les bons membres de l'Union des banquiers, comme tout bon syndiqué, considèrent que